

**MUNICIPALITÉ DE  
SAINT-ÉDOUARD-DE-LOTBINIÈRE  
COMTÉ DE LOTBINIÈRE  
PROVINCE DE QUÉBEC**

---

Le 4 mars 2019

Procès-verbal de la séance ordinaire des membres du Conseil de la municipalité de Saint-Édouard-de-Lotbinière, tenue en public le 4 mars 2019 à 20 heures et à laquelle étaient présents messieurs André Poulin, André Leclerc, Marco Leclerc, Patrice Lemay et madame Lina Trépanier formant quorum sous la présidence de madame Denise Poulin, maire.

Absent : monsieur Sébastien Leclerc

Heure du début de la séance ordinaire : 20 heures.

Note : Une copie de l'ordre du jour et une copie de projet du procès-verbal ont été remis 72 heures avant la journée de cette séance.

**2. PRÉSENTATION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**55-03-2019      LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU 4 MARS 2019**

ATTENDU QUE tous les membres du conseil ont pris connaissance de l'ordre du jour de la présente séance et que Madame le Maire en fait lecture au bénéfice de l'auditoire;

- 1. Mot de bienvenue et ouverture de la séance**
- 2. Présentation et adoption de l'ordre du jour**
- 3. Greffe et gestion administrative**
  - 3.1 Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 14 janvier 2019
  - 3.2 Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du 30 janvier 2019
  - 3.3 Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 4 février 2019
  - 3.4 Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du 6 février 2019
  - 3.5 Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du 11 février 2019
  - 3.6 Approbation des comptes du mois
  - 3.7 Dépôt du rapport financier non fermé pour la période se terminant le 28 février 2019
  - 3.8 Dépôt des rapports d'intérêts pécuniaires du conseil municipal

- 3.9 Augmentation des heures de madame Stéphanie Lord
- 3.10 Autorisation de paiement des dépenses incompressibles pour l'année 2019
- 3.11 Transfert du dépôt à terme dans un compte épargne à terme
- 3.12 Autorisation de signatures diverses
- 3.13
- 4. Sécurité publique**
  - 4.1 Avis de motion : modification au RHSPPPP portant sur le tabac et le cannabis
  - 4.2 Signature pour entente intermunicipale en sécurité civile – mesures d'urgence
- 5. Transport et hygiène du milieu**
  - 5.1 Appels d'offres de gré à gré pour le lignage de rues
  - 5.2 Appels d'offres de gré à gré pour le balayage de rues
  - 5.3 Appels d'offres sur invitation pour l'étude géotechnique du rang St-Charles
  - 5.4 Intégration de municipalités et autorisation de signature pour l'entente intermunicipale de vidange de fosses septiques
- 6. Santé et bien-être**
  - 6.1 Modification de la politique sur le harcèlement psychologique
- 7. Aménagement et urbanisme**
  - 7.1 Proposition de modifications et ajouts d'ilots déstructurés
  - 7.2 Demande de recommandation d'autorisation d'aliénation de lot auprès de la CPTAQ
- 8. Développement économique**
- 9. Loisirs et culture**
- 10. Factures**
  - 10.1 Facture: documentexpress.ca
  - 10.2 Facture: Fleurs de Laurier Inc.
  - 10.3 Facture: CLD de Lotbinière
  - 10.4 Facture: Maryon Leclerc
  - 10.5 Facture: DGL CPA
  - 10.6 Facture: Maître Luc A. Charest
  - 10.7 Remboursement de taxe foncière : matricule 0361 26 2372 0 000 0000
- 11. Divers**
- 12. Période de questions aux contribuables**
- 13. Levée de la séance**

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

QUE l'ordre du jour soit adopté avec les modifications et les ajouts suivants :

Ajouts : 81-03-2019 – Demande d’inscription au congrès de l’ACSIQ  
82-03-2019 – Mandat d’analyse et d’étude pour le remplacement  
de distribution d’eau potable  
83-03-2019 – Autorisation de présentation de projet et  
autorisation de signature pour le programme  
PRIMADA

84-03-2019 – Annulation de la résolution 37-02-2019

### **3.ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX**

#### **3.1**

#### **56-03-2019 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 14 JANVIER 2019**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie des procès-verbaux des séances mentionnées en titre, la directrice générale/ secrétaire - trésorière est dispensée d’en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections : Aucun

Sur la proposition de madame Lina Trépanier, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 14 JANVIER 2019 tel que rédigé.

**QUE** madame le maire et la directrice générale / secrétaire-trésorière soient par la présente résolution autorisées à le signer.

#### **3.2**

#### **57-03-2019 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 30 JANVIER 2019**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie des procès-verbaux des séances mentionnées en titre, la directrice générale/ secrétaire - trésorière est dispensée d’en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections : Aucun

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 30 JANVIER 2019 tel que rédigé.

**QUE** madame le maire et la directrice générale / secrétaire-trésorière soient par la présente résolution autorisées à le signer.

### 3.3

**58-03-2019**     **APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 4 FÉVRIER 2019**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie des procès-verbaux des séances mentionnées en titre, la directrice générale/ secrétaire - trésorière est dispensée d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections : Aucun

Sur la proposition de monsieur André Poulin, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 4 FÉVRIER 2019 tel que rédigé.

**QUE** madame le maire et la directrice générale / secrétaire-trésorière soient par la présente résolution autorisées à le signer.

### 3.4

**59-03-2019**     **APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2019**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie des procès-verbaux des séances mentionnées en titre, la directrice générale/ secrétaire - trésorière est dispensée d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections : Aucun

Sur la proposition de monsieur André Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 6 FÉVRIER 2019 tel que rédigé.

**QUE** madame le maire et la directrice générale / secrétaire-trésorière soient par la présente résolution autorisées à le signer.

### 3.5

#### **60-03-2019**     **APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 11 FÉVRIER 2019**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie des procès-verbaux des séances mentionnées en titre, la directrice générale/ secrétaire - trésorière est dispensée d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections : Aucun

Sur la proposition de monsieur Marco Leclerc,  
il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 11 FÉVRIER 2019 tel que rédigé.

**QUE** madame le maire et la directrice générale / secrétaire-trésorière soient par la présente résolution autorisées à le signer.

### 3.6

#### **61-03-2019**     **APPROBATION DES COMPTES DU MOIS**

**CONSIDÉRANT** que les membres du conseil ont reçu la liste des comptes à payer 72 heures auparavant et qu'ils en ont pris connaissance;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur André Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** les listes des comptes compressibles et incompressibles du 28 février 2019 au montant de 111,249.83 \$ incluant les salaires soient adoptées telles que présentées et détaillées comme suit :

Salaires		\$28,854.08
Comptes à payer		\$16,701.33
Déboursés	factures 2018 payées en janvier 2019	\$4,685.05
	factures 2018 payées en février 2019	\$21,187.63
	factures janvier 2019 payées en janvier 2019	\$114.49
	factures janvier 2019 payés en février	\$24,412.04
	factures de février 2019 payées en février 2019	\$15,295.21

### 3.7

#### **DÉPÔT DU RAPPORT FINANCIER NON FERMÉ POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 29 FÉVRIER 2019**

La directrice générale / secrétaire -trésorière a déposé le rapport financier non fermé de la Municipalité en date du 29 février 2019 et est disposée à répondre aux questions.

### 3.8

#### **DÉPÔT DES RAPPORTS D'INTÉRÊTS PÉCUNAIRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

La directrice générale / secrétaire-trésorière dépose les rapports d'intérêts pécuniaires de messieurs André Poulin, André Leclerc, Marco Leclerc, Sébastien Leclerc, Patrice Lemay et mesdames Lina Trépanier et Denise Poulin devant les membres du conseil municipal.

### 3.9

#### **62-03-2019 AUGMENTATION DES HEURES DE MADAME STÉPHANIE LORD**

**ATTENDU QUE** la municipalité doit reprendre un certain retard dans certaines tâches administratives;

**ATTENDU QUE** madame Stéphanie Lord à un horaire à  
30 heures / semaines;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Marco Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D'AUGMENTER** les heures de madame Stéphanie Lord de 30 heures / semaine à 37.5 heures / semaine temporairement jusqu'à ce que la municipalité ait réglé la situation.

### **3.10**

**63-03-2019**

#### **AUTORISATION DE PAIEMENT DES DÉPENSES INCOMPRESSIBLES POUR L'ANNÉE 2019**

**ATTENDU QUE** certaines dépenses incompressibles sont prévues au budget de l'année 2019, lequel a été adopté le 30 janvier 2019;

En conséquence,

Sur la proposition de madame Lina Trépanier,  
il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D'AUTORISER** la directrice générale / secrétaire-trésorière à faire les dépenses incompressibles et les paiements des dépenses incompressibles qui sont énumérées ci-après et de façon non exhaustive, à savoir:

La rémunération des élus, des employés municipaux, des contributions de l'employeur aux bénéfices marginaux (remises gouvernementales, bénéfiques et compensations, REER, assurances collectives, frais pour le traitement des paies);

Toutes dépenses découlant d'un contrat approuvé par le conseil et engageant la municipalité : (collectes des ordures, la récupération, déneigement (rues, rangs et stationnements), location d'équipements ou de services, éclairage de rues, assurances, services informatiques, photocopieurs, timbreuses, TPV... etc.) ;

Toutes autres dépenses jugées nécessaires, telles que l'électricité, les adhésions à des associations professionnelles pour les employés, les renouvellements des licences ou

des logiciels informatiques, le chauffage, les télécommunications, frais de poste ou messagerie, immatriculation des véhicules, police, quincaillerie, essence des véhicules, frais de déplacement, aliments, vêtements, chaussures, article de nettoyage, papeterie, contributions autres organismes, service de comptabilité, frais bancaire, système d'alarme, social des fêtes, l'entretien et la réparation des bâtiments et véhicules, la machinerie, l'outillage et l'équipement

Les quotes-parts des régies intermunicipales et des organismes supra municipaux;

Le service de la dette et les frais de financement;

Les remboursements de taxes suite à un certificat de modification du rôle d'évaluation

### **3.11**

#### **64-03-2019     TRANSFERT DU DÉPÔT À TERME DANS UN COMPTE ÉPARGNE À TERME**

**ATTENDU QUE** le dépôt à terme est arrivé à son échéance le 14 février 2019;

**ATTENDU QUE** ledit dépôt à terme était non rachetable à un taux de 1.65% pendant 4 ans;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur André Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**DE TRANSFÉRER** le dépôt à terme dans le compte épargne à terme ET-2 à un taux de 1.20% afin de pouvoir l'utiliser à bon escient.

### **3.12**

#### **65-03-2019     AUTORISATIONS DE SIGNATURES**

**ATTENDU QUE** certaines signatures et/ou autorisations sont requises lors de changement au poste de directrice générale;

**ATTENDU QUE** le directeur général adjoint est autorisé en l'absence et/ou remplacement de la directrice générale;



**ATTENDU QUE** certaines signatures et/ou autorisations doivent être renouvelées et/ou modifiées;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D'AVISER** les différentes instances, telles que Desjardins, Revenu Québec, ClicSecur et autres que Mme Marie-Josée Lévesque est autorisée à signer et/ou à agir au nom de la municipalité de la Paroisse de Saint-Édouard.

#### **4. SÉCURITÉ PUBLIQUE**

##### **4.1**

##### **AVIS DE MOTION : MODIFICATION AU RHSPPPP PORTANT SUR LE TABAC ET LE CANNABIS**

Monsieur André Poulin, conseiller, par la présente :

- donne avis de motion, qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 2019-\_\_\_\_ modifiant le règlement numéro 2017-007 portant le nom RHSPPPP;
- dépose le projet du règlement numéro 2019-\_\_\_\_ intitulé Cannabis, tabac et modifications.

---

##### **Définition** (*Ajout de définitions*)

«Cannabis»

Aux fins du présent règlement, «cannabis» a le sens que lui donne la *Loi sur le cannabis* (L.C. 2018, c16).  
«Fumer»

Vise également l'usage d'une pipe, d'un bong, d'une cigarette électronique ou tout autre dispositif de cette nature.

«Tabac»

Comprend également les accessoires suivants : les tubes, papiers et filtres à cigarette, les pipes, y compris leurs composantes, et les fume-cigarettes.

#### **SECTION 2.4 le cannabis**

Il est interdit à toute personne de fumer du cannabis, sous quelque forme que ce soit, dans les endroits ci-après mentionnés :

**ARTICLE 2.4.1 Aires extérieures**

**SQ**

Tous les abris et les aires extérieures utilisés pour l'attente d'un moyen de transport collectif.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.2 Propriété municipale**

**SQ**

Tout terrain qui est la propriété de la municipalité, à l'exception d'un trottoir.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.3 tentes chapiteaux**

**SQ**

Toutes tentes, chapiteaux et autres installations semblables montés de façon temporaire ou permanente et qui accueillent le public.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.4 établissement de santé**

**SQ**

Tous les terrains d'un établissement de santé ou de services sociaux.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.5 établissement d'enseignement**

**SQ**

Tous les terrains d'un établissement d'enseignement

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.6 terrasses**

**SQ**

Toutes terrasses et les autres aires extérieures exploitées dans le cadre d'une activité commerciale et qui est aménagée pour y permettre le repos, la détente ou la consommation de produits.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.7 aires de jeu**

**SQ**

Toutes les aires extérieures de jeu destinées aux enfants et qui accueillent le public, y compris les aires de jeu d'eau, les pataugeoires et les planchodromes.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.8 terrains sportifs**

**SQ**

Tous les terrains sportifs et les terrains de jeu, y compris les aires réservées aux spectateurs, qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.9 camps**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les terrains des camps de jour et des camps de vacances de même que les patinoires et les piscines extérieures qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.4.10 piste cyclable**

**SQ**

Toutes voies spécifiquement aménagées pour la circulation des cyclistes.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.11 Loi du parlement du québec**

**SQ**

En vertu d'une loi du Parlement du Québec ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.12 évènement public**

**SQ**

Tous les lieux extérieurs où se tient un évènement public.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.13 stationnement public**

**SQ**

Tout stationnement d'un terrain utilisé à des fins autres que résidentielles.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.14 parc municipal**

**SQ**

Tout parc municipal.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.15 aire de repos**

**SQ**

Tout quai municipal ou aire de repos d'un sentier de motoneige aménagé sur un terrain municipal.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.16 substances explosives**

**SQ**

Dans un rayon de 9 mètres de toute station-service ou de tout lieu où sont stockées des substances explosives ou inflammables.

**AMENDE  
250 \$**

**ARTICLE 2.4.17 devoirs des exploitants**

**SQ**

L'exploitant de tout lieu visé aux articles 2.4.1 à 2.4.16 doit indiquer au moyen d'affiches installées à la vue des personnes qui fréquentent ce lieu, les endroits où il est interdit de fumer du cannabis.

**AMENDE  
500 \$**

Une telle affiche doit être conforme aux normes établies par un règlement adopté par le gouvernement du Québec pour les exploitants d'un lieu visé à l'article 17 de la *Loi encadrant le cannabis*.

L'exploitant de tout lieu visé aux articles 2.4.1 à 2.4.16 ne doit pas tolérer qu'une personne fume du cannabis dans un endroit où il est interdit de le faire.

**ARTICLE 2.4.20 exploitant tolérance**

**SQ**

**AMENDE  
500 \$**

Il est interdit à tout exploitant de tolérer qu'une personne fume du cannabis dans un endroit où il est interdit de le faire.

**ARTICLE 2.4.18 affichage**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Il est interdit à toute *personne* de fumer du cannabis où une affiche indique une telle interdiction.

**ARTICLE 2.5.1 BÂTIMENT MUNICIPAL**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Il est interdit à toute *personne* de consommer du cannabis à l'intérieur de tout bâtiment étant la propriété de la Municipalité.

**ARTICLE 2.5.2 MÉGOT DE CANNABIS**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Il est interdit à toute *personne* de jeter un mégot de cannabis dans un endroit public.

**SECTION 2.6 le tabac**

Il est interdit à toute personne de fumer, sous quelque forme que ce soit, dans tous les endroits ci-après mentionnés :

**ARTICLE 2.5.1 établissement de santé**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les installations maintenues par un établissement de santé ou de services sociaux.

**ARTICLE 2.5.2 établissement d'enseignement**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les locaux ou bâtiments mis à la disposition d'un établissement d'enseignement.

**ARTICLE 2.5.3 Garderie**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les installations d'un centre de la petite enfance ou d'une garderie.

**ARTICLE 2.5.4 activités sociales**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités sportives ou de loisirs, judiciaires, culturelles ou artistiques, des colloques ou des congrès ou autres activités semblables.

**ARTICLE 2.5.5 activités Communautaires**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroulent des activités communautaires ou de loisirs destinés aux mineurs, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.5.6 activités autres**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroule des activités où seules des personnes invitées ou autorisées expressément ou implicitement par l'hôte peuvent être présentes, qu'un droit d'entrée soit exigé ou non et quel que soit le but de l'activité, sauf si ces activités se déroulent à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.5.7 activités club**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où se déroule des activités utilisées par une personne morale sans but lucratif ou par une association, un cercle ou un club, constitué ou non en personne morale, et auxquels seuls les membres et leurs invités ont accès, sauf si ces lieux sont situés à l'intérieur d'une demeure.

**ARTICLE 2.5.8 immeuble d'habitation**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires communes des immeubles d'habitation comportant deux logements ou plus, que ces immeubles soient détenus en copropriété ou non.

**ARTICLE 2.5.9 immeuble de service**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tout endroit où l'on offre des services de prévention, d'aide et de soutien aux personnes en détresse ou démunies, y compris des services d'hébergement temporaire, sauf si ces services sont offerts dans une résidence.

**ARTICLE 2.5.10 résidences pour aînés**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Toutes les aires communes des résidences privées pour aînés.

**ARTICLE 2.5.11 Hébergement touristique**

**SQ**

**AMENDE  
250 \$**

Tous les établissements d'hébergement touristique.

**ARTICLE 2.5.12 restaurants**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous les établissements aménagés pour offrir habituellement au public, moyennant rémunération, des repas pour consommation sur place.

**ARTICLE 2.5.13 bar**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous les établissements où est exploité un permis de bar.

**ARTICLE 2.5.14 salle de bingo**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Toutes les salles de bingo.

**ARTICLE 2.5.15 milieu de travail**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous les milieux de travail, à l'exception de ceux situés dans une résidence.

**ARTICLE 2.5.16 Aires extérieures**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous les abris et les aires extérieures utilisés pour l'attente d'un moyen de transport collectif.

**ARTICLE 2.5.17 Véhicules de transport**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous les moyens de transport collectifs, les taxis et autres véhicules transportant deux personnes ou plus qui sont obligatoirement utilisés dans le cadre d'un travail.

**ARTICLE 2.5.18 Véhicule présence mineur**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous véhicules automobiles à bord desquels se trouve un mineur de moins de 16 ans.

**ARTICLE 2.5.19 lieux fermés**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous lieux fermés qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.5.20 tentes chapiteaux**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Toutes tentes, chapiteaux et autres installations semblables montés de façon temporaire ou permanente et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.5.22 terrasses**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Toutes terrasses et les autres aires extérieures exploitées dans le cadre d'une activité commerciale et qui est aménagée pour y permettre le repos, la détente ou la consommation de produits.

**ARTICLE 2.5.23 aires de jeu**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Toutes les aires extérieures de jeu destinées aux enfants et qui accueillent le public, y compris les aires de jeu d'eau, les pataugeoires et les planchodromes.

**ARTICLE 2.5.24 terrains sportifs**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous les terrains sportifs et les terrains de jeux, y compris les aires réservées aux spectateurs, qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.5.25 camps**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Tous les terrains des camps de jour et des camps de vacances de même que les patinoires et les piscines extérieures qui sont fréquentés par des mineurs et qui accueillent le public.

**ARTICLE 2.5.26 9 mètres**

**AMENDE**

**SQ**

**250 \$**

Il est interdit de fumer à moins de neuf (9) mètres de toute partie du périmètre de tous lieux visés aux articles 2.5.1 à 2.5.25.

**ARTICLE 2.5.27 Vente mineur**

**AMENDE**

**SQ**

**2 500 \$**

Il est interdit à toute personne de vendre du tabac à un mineur.

**ARTICLE 2.5.28 exploitant donner tabac**

**AMENDE**

**SQ**

**2 500 \$**

Il est interdit à tout exploitant d'un point de vente de tabac de donner du tabac à une personne mineure.

**ARTICLE 2.5.29 exploitant vendre tabac**

**AMENDE**

**SQ**

**2 500 \$**

Il est interdit à tout exploitant d'un point de vente de tabac de vendre à une personne majeure du tabac pour une personne mineure.

**ARTICLE 2.5.30 Majeur tabac**

**AMENDE**

**SQ**

**500 \$**



Il est interdit à une personne majeure d'acheter du tabac pour une personne mineure.

**ARTICLE 2.5.31 exploitant vente tabac**

**AMENDE**

**SQ**

**2 500 \$**

Il est interdit à un exploitant d'un point de vente de vendre des cigarettes autrement que dans un paquet contenant au moins 20 cigarettes.

---

**MODIFICATIONS OU AJOUTS SUITE AUX COMMENTAIRES**

**ARTICLE 4.3.1 odeur**

Sous réserve de pouvoir invoquer une exonération de responsabilité en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ c. P-41.1), le fait d'émettre ou de permettre que soit rejetée une odeur qui est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de toute personne au-delà des limites d'une même propriété. *(Voir la note de Me Beauchemin.)*

**ARTICLE 4.8.3 exeptions**

c) L'utilisation de cloches et carillons par une église, une institution religieuse ou une institution d'enseignement si tel usage est nécessaire dans l'exercice de leur fonction et, passage à niveau, ou une industrie si l'usage est nécessaire à l'exercice de leur fonction de même que tout système d'avertisseur d'urgence;

g) L'exercice d'une entreprise ou d'un organisme où la Municipalité a émis une autorisation spéciale; (ex. : tonte de gazon d'un terrain de golf en dehors des heures permis.)

**ARTICLE 6.5.15 STATIONNEMENT À DURÉE LIMITÉE**

Il est interdit de stationner ou immobiliser un véhicule au-delà de la durée maximale permise par la signalisation.

**4.2**

**66-03-2019**

**SIGNATURE POUR ENTENTE INTERMUNICIPALE EN SÉCURITÉ CIVILE –  
MESURES D'URGENCE**

**ATTENDU QUE** le règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre a été édicté par le ministre de la Sécurité publique le 20 avril 2018 et qu'il entrera en vigueur le 9 novembre 2019;

**ATTENDU QUE** la municipalité de Saint-Édouard-de-Lotbinière a signifié son intérêt à participer à la démarche collective pour réaliser les Plans Municipaux de sécurité Civile (PMSC);

**ATTENDU QUE** la municipalité a reçu une subvention de 16 500\$ pour la réalisation des volets 1 et 2 du programme d'aide financière offert par l'Agence municipale 9-1-1 du Québec afin de soutenir les actions de préparation aux sinistres, dont prioritairement les mesures afin de se conformer au nouveau règlement;

**ATTENDU QUE** lors du forum qui s'est tenu à Saint-Gilles le 1<sup>er</sup> février 2019 les maires ont manifesté leur intérêt pour le plan de travail présenté par Monsieur Philippe Jobin répondant aux actions minimums à mettre en place afin d'atteindre la conformité au *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* et pour une participation financière à la hauteur de la subvention reçue pour chaque municipalité soit 16500\$;

**ATTENDU QU'** il y a lieu de conclure une entente intermunicipale afin de régir la réalisation des actions minimales à mettre en place afin d'atteindre la conformité au *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre de manière régionale*;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D'ACCEPTER** le plan de travail proposé par la MRC de Lotbinière et de contribuer à la hauteur de 16 500\$ à cette démarche par la signature d'une entente intermunicipale;

**DE DÉSIGNER** le maire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Lotbinière, Madame Denise Poulin, pour signer l'entente intermunicipale proposée aux municipalités désirant participer à la démarche régionale pour les Plans Municipaux de Sécurité Civile

## **5. TRANSPORT ET HYGIÈNE DU MILIEU**

### **5.1**

**67-03-2019**

#### **APPELS D'OFFRES DE GRÉ À GRÉ POUR LE LIGNAGE DE RUES**

**ATTENDU QUE** certaines routes de la municipalité ont besoin de lignage, les travaux se décrivant comme suit :

- rang St-Charles : ligne centrale et ligne de rives côté ouest
- rang Juliaville pour la partie qui sera asphaltée : ligne centrale et lignes de rives plus 6 passages piétonniers;

**ATTENDU QUE** trois compagnies ont déposé des soumissions taxes en sus se lisant comme suit :

Entreprise Gonet B.G. Inc	\$7,184.60
Lignes Maska	\$12,114.00
Marquage Traçage Québec	\$ 8,237.00
Dura-lignes	\$14,991.00 taxes en sus

**ATTENDU QUE** les travaux seront effectués après les travaux d’asphaltage;

**ATTENDU QUE** la municipalité avisera la compagnie responsable d’effectuer les travaux lorsqu’elle sera prête pour les travaux de lignage;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur André Poulin, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D’ACCORDER** le contrat au plus bas soumissionnaire et conforme au devis à l’entreprise Gonet B.G. Inc. pour une somme de 7,184.60\$ taxes en sus.

## 5.2

### **68-03-2019** **APPELS D’OFFRES DE GRÉ À GRÉ POUR LE BALAYAGE DE RUE**

**ATTENDU QUE** trois compagnies ont déposé des soumissions se lisant comme suit :

Les entreprises Édouard Paquette	\$1,400.00
Excavation Ste-Croix	\$1,415.00
Services Donald Charest	\$ 1,475.00

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Marco Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**DE RETOURNER** en soumission avec un devis contenant plus de précisions.

### 5.3

**69-03-2019**

#### **APPELS D'OFFRES SUR INVITATION POUR L'ÉTUDE GÉOTECHNIQUE DU RANG ST-CHARLES**

**ATTENDU** la demande d'appels d'offres fait par la MRC de Lotbinière sur des études géotechniques;

**ATTENDU QUE** la municipalité de Saint-Édouard-de-Lotbinière souhaite exécuter des travaux sur le rang St-Charles;

**ATTENDU** les résultats taxes incluses :

Entreprise	Prix
GHD	\$24,719.63
SNC Lavalin	\$13,733.76
Englobe	\$13,020.92

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Marco Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D'ACCORDER** le contrat de l'étude au plus bas soumissionnaire conforme au devis à Englobe.

### 5.4

70-03-2019

**INTÉGRATION DE MUNICIPALITÉS ET AUTORISATION DE SIGNATURE POUR L'ENTENTE INTERMUNICIPALE DE VIDANGE DE FOSSES SEPTIQUES**

**ATTENDU QUE** les quatre municipalités suivantes : Deschailons-sur-Saint-Laurent, Leclercville, Parisville et Saint-Patrice-de-Beaurivage ont signifié respectivement par résolution 2018-11-225, 2019-02-05, 189-11-18, 1736-06-2018 leur intérêt à participer au service de vidange des fosses septiques de la MRC de Lotbinière ;

**ATTENDU QUE** l'adhésion d'une nouvelle municipalité nécessite l'approbation de la majorité des municipalités participantes par résolution avant son acceptation par la mandataire, selon l'article 10 de l'entente relative au service de vidange régionale des installations septiques;

**ATTENDU QU'IL** y a lieu de conclure une entente intermunicipale afin de régir l'organisation, l'opération et l'administration du service de vidange des fosses septiques des résidences isolées ;

**ATTENDU QUE** l'entrée en vigueur de cette nouvelle entente entre 20 municipalités rendra caduque l'entente signée le 10 février 2016 entre les 16 municipalités;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur André Poulin, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D'APPROUVER** l'intégration de ces quatre municipalités et de désigner le maire de la municipalité, Madame Denise Poulin, pour signer l'entente intermunicipale proposée aux municipalités participantes au service régional de vidange des fosses septiques de la MRC de Lotbinière.

**6. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**

**6.1**

71-03-2019

**MODIFICATION DE LA POLITIQUE SUR LE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE**

**ATTENDU QUE** le projet de Loi no 176 Loi modifiant la *Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail* en juin 2018 ;

**ATTENDU QUE** le harcèlement sexuel est dorénavant prévu dans la notion de harcèlement psychologique;

En conséquence,

Sur la proposition de madame Lina il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**D'ACCEPTER** les modifications apportées à la politique contre le harcèlement tel que présenté par la directrice générale / secrétaire-trésorière et de prendre les dispositions nécessaires pour sa mise en application.

## **7.AMÉNAGEMENT ET URBANISME**

### **7.1**

#### **72-03-2019 PROPOSITION DE MODIFICATIONS ET AJOUTS D'ÎLOTS DESTRUCTURÉS**

**ATTENDU QUE** la *Loi sur La protection du territoire et des activités agricoles du Québec* offre la possibilité de déterminer des îlots déstructurés;

**ATTENDU QUE** la MRC de Lotbinière entame des démarches de propositions sur son territoire;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur André Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** la Municipalité de St-Édouard-de Lotbinière proposera des modifications a ses îlots actuels et en proposera des nouveaux.

### **7.2**

73-03-2019

**DEMANDE DE RECOMMANDATION D'AUTORISATION D'ALIÉNATION DE LOTS AUPRÈS DE LA CPTAQ**

**ATTENDU QUE** la demande vise à permettre la proximité des lots de culture 271-P et 272-P à la ferme Champfleuri situés au 2808, route Principale, désirant se porter acquéreur des dites parties de lot;

**ATTENDU QUE** le lot 271-P comporte une partie résidentielle qui sera acquise par Monsieur Marius Cloutier au moment du dépôt de la demande à la CPTAQ tel que confirmée à la responsable de l'urbanisme par Me Binet le 1<sup>er</sup> février 2019;

**ATTENDU QUE** la demande est conforme au règlement de zonage de la municipalité, ainsi qu'au RCI;

**ATTENDU QUE** la demande répond aux articles 62 de la LPTAA;

**ATTENDU QUE** le comité consultatif d'urbaniste recommande favorablement la demande;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Marco Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**DE RECOMMANDER** la demande d'autorisation d'aliénation de lots à la CPTAQ.

**8. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

**9. LOISIRS ET CULTURE**

**10. FACTURES**

**10.1**

74-03-2019

**FACTURE : DOCUMENTEXPRESS.CA**

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil autorise le paiement de la facture #222079 de Documentexpress.ca au montant de 59.79 \$ pour l'étampe de commissaire à l'assermentation de madame Isabelle Ouellet.

**QUE** ce montant soit pris au poste 02-130-00-670 #

## **10.2**

### **75-03-2019**     **FACTURE : FLEURS DE LAURIER INC.**

Sur la proposition de monsieur André Poulin, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil autorise le paiement de la facture #30092083 de Fleurs de Laurier Senc au montant de 59.79 \$ pour le décès de Madame Juliette Blais;

**QUE** le Conseil souhaite offrir ses plus sincères condoléances à la famille;

**QUE** ce montant soit pris au poste budgétaire # 02-110-00-493.

## **10.3**

### **76-03-2019**     **FACTURE : CLD DE LOTBINIÈRE**

Sur la proposition de monsieur André Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil autorise le paiement de la facture #6102 du CLD de Lotbinière au montant de 172.46 \$ pour le partenariat 2019 pour la promotion du tourisme.

**QUE** ce montant soit pris au poste budgétaire # 02-130-00-340



#### **10.4**

##### **77-03-2019**     **FACTURE : MARYON LECLERC**

Sur la proposition de monsieur Marco Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil autorise le paiement de la facture de Monsieur Maryon Leclerc au montant de 2,837.94 \$ pour le coaching et la formation de la directrice générale et des employés de bureau.

**QUE** ce montant soit pris au poste budgétaire # 02-130-00-454.

#### **10.5**

##### **78-03-2019**     **FACTURE : DGL CPA**

Sur la proposition de André Poulin il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil autorise le paiement de la facture #796 2971 M-2019 de DGL CPA au montant de 12,101.12 \$ pour le paiement de la production des états financiers 2016.

**QUE** ce montant soit pris au poste budgétaire # 02-130-00-413.

#### **10.6**

##### **79-03-2019**     **FACTURE : Maître Luc A. Charest**

Sur la proposition de monsieur André Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil autorise le paiement de la facture #1601-2019 de Maître Luc A.Charest au montant de 494.93 \$ pour le paiement de la quittance concernant l'achat du bâtiment de l'Hôtel de ville à Monsieur Charles Soucy et als.

**QUE** ce montant soit pris au poste budgétaire # 03-130-00-4

## **10.7**

### **80-03-2019**     **REMBOURSEMENT DE TAXE FONCIÈRE : MATRICULE 0361 26 2372 0 000 0000**

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** le Conseil autorise le remboursement de taxe foncière au montant de 972.30 \$.

**QUE** ce montant soit pris au poste budgétaire # 01-211-19-010

## **11. DIVERS**

### **81-03-2019**     **DEMANDE D'INSCRIPTION AU CONGRÈS ANNUEL DE L'ASCIQ**

**ATTENDU** la tenue du congrès 2019 de l'ACSIQ du 18 au 21 mai 2019 au Fairmount Le Manoir Richelieu

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay, il est résolu unanimement par tous les conseillers

**D'AUTORISER** Monsieur André Maillet, Directeur du service des incendies, à s'inscrire au Congrès 2019 au coût de \$ 545.00.

### **82-03-2019**     **MANDAT D'ANALYSE ET D'ÉTUDE POUR LE REMPLACEMENT DES POMPES DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

**ATTENDU QU'**il y a lieu de prévoir dans un avenir rapproché le remplacement des pompes de distribution d'eau potable;

**ATTENDU QUE** la demande en eau potable est grandissante;

**ATTENDU QU'IL** y a un projet de développement domiciliaire;

**En conséquence,**

Sur la proposition de monsieur Marco Leclerc, il est résolu unanimement par tous les conseillers présents

**QUE** l'inspecteur municipal, Monsieur Patrick Bélanger, soit mandaté à faire le suivi dans ce dossier jusqu'à concurrence de \$5,000.00.

83-03-2019

**AUTORISATION DE PRÉSENTATION DE PROJET ET AUTORISATION DE SIGNATURE POUR LE PROGRAMME PRIMADA**

**CONSIDÉRANT** l'appel de projet du Ministère des affaires municipales et de l'habitation relativement au Programme d'infrastructures Municipalités amies des aînés;

**CONSIDÉRANT** que ce programme de soutien financier vise spécifiquement la réalisation de petits travaux de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructure utilisées par les aînés;

**CONSIDÉRANT** que le projet doit être soumis avant le 15 mai 2019;

En conséquence,

sur la proposition de monsieur André Poulin, il est unanimement par tous les conseillers présents :

**D'AUTORISER** la présentation d'un projet dans le cadre de PRIMADA;

**D'AUTORISER** madame Lina Trépanier, conseillère attitrée au comité MADA et la direction générale à signer les documents relatifs à la présentation de ce projet.

84-03-2019

**ANNULATION DE LA RÉOLUTION 37-02-2019**

**CONSIDÉRANT** le manque d'information de la résolution 37-02-2019 concernant la TECQ 2019;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur Patrice Lemay il est résolu  
unanimement par tous les conseilld présents :

**D'ANNULER** la résolution 37-02-2019.

**12. PÉRIODE DE QUESTIONS**

Une période de questions a été réservée pour le public. Seules les questions demandant des délibérations seront retenues pour les fins du procès-verbal.

**85-03-2019**

**13. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

**CONSIDÉRANT** que tous les points à l'ordre du jour étant épuisés;

En conséquence,

Sur la proposition de monsieur André Leclerc, il est résolu unanimement par tous les  
conseillers présents

**QUE** la séance soit levée à 20 h 55.

---

**Denise Poulin, Maire**

**Marie-Josée Lévesque , directrice général et secrétaire-trésorière**

**CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDITS**

Je, soussignée, certifie par la présente que les crédits budgétaires sont disponibles pour les dépenses décrites par le conseil de cette séance de la susdite municipalité.

---

**Marie-Josée Lévesque , directrice générale et secrétaire-trésorière**

« Je, Denise Poulin, maire, atteste que la signature du procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal. »

---

**Denise Poulin, Maire**